

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Barclays Bank Plc

Société de droit Britannique au capital de 2.348.000.000 £
Siège social : 1 Churchill Place, Londres E14 5HP, Royaume Uni
Immatriculée au Royaume Uni sous le n° 1026167

Succursale en France : Barclays Bank Plc French Branch

Siège : 34/36 Avenue De Friedland 75008 PARIS
852 306 778 R.C.S. PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre direction, conformément à l'article L. 51138 du Code monétaire et financier, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Barclays Bank Plc French Branch relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction Générale.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 mai 2025 Défense,

KPMG S.A.

Sophie MEDDOURI

Associée

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024 EN MILLIERS D'EURO

BILAN			
(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF			
Caisse, banques centrales		74 476	532 420
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.2	49 592 034	40 832 163
Opérations avec la clientèle	2.2		
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles	2.1		
Immobilisations corporelles	2.1		
Autres actifs	2.6	1 345	218
Comptes de régularisation	2.6	0	260
TOTAL		49 667 856	41 365 061
PASSIF			
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2.2	49 654 749	41 352 027
Opérations avec la clientèle	2.2		
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	2.6	2 024	2 597
Comptes de régularisation	2.6	161	114
Provisions	2.7	38	34
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres sociaux (hors FRBG)	2.8		
- Capital souscrit		10 000	10 000
- Primes d'émission et d'apport			
- Réserves			
- Provisions réglementées et subventions d'investissement			
- Report à nouveau		290	309
- Résultat de l'exercice		595	(19)
TOTAL		49 667 856	41 365 061

HORS BILAN

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres donnés			
Engagements de financement			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
Engagements de garantie			
En faveur d'établissements de crédit			
En faveur de la clientèle			
Engagements sur titres			
Titres à livrer			
Engagements de financement, de garantie et engagements sur titres reçus			
Reçus de la clientèle			
Engagements de garantie			
Reçus d'établissements de crédit			
Reçus de la clientèle			
Engagements sur titres			
Titres à recevoir			
Autres engagements donnés et reçus			
Autres engagements donnés			
Autres engagements reçus			

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024 EN MILLIERS D'EURO

COMPTE DE RESULTAT			
(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	2.10		
- Opérations de trésorerie et interbancaires		1 093 680	1 448 224
- Opérations avec la clientèle			
- Obligations et autres titres à revenus fixe			
- Autres intérêts et produits assimilés			
Intérêts et charges assimilées	2.10		
- Opérations de trésorerie et interbancaires		(1 093 819)	(1 448 229)
- Opérations avec la clientèle			
- Obligations et autres titres à revenus fixe			
- Autres intérêts et charges assimilées			
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)	2.11		
Commissions (charges)	2.11		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire		3 822	5 300
Autres charges d'exploitation bancaire		(0)	(1)
Produit net bancaire		3 683	5 294
Charges générales d'exploitation:			
- Frais de personnel		(428)	(692)
- Autres charges générales d'exploitation		(2 665)	(3 828)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	2.1		
Résultat brut d'exploitation		590	774
Coût du risque	2.17	(3)	(3)
Résultat d'exploitation		587	771
Gains ou pertes sur actif immobilisés			
Résultat courant avant impôt		587	771
Résultat exceptionnel	2.15	8	
Impôts sur les bénéfices		0	(791)
Dotation nettes au FRBG et autres provisions réglementées			
Résultat net		595	(19)

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

La Barclays Bank PLC, French Branch est la succursale à 100% à Paris de la Barclays Bank PLC.

Les comptes sont établis conformément aux principes généraux retenus par l'Autorité des normes comptables et les dispositions législatives et réglementaires applicables aux établissements de crédit. La Direction Générale a arrêté les comptes au 31 décembre 2024.

La succursale française de BBPLC, par l'intermédiaire d'un agrément d'établissement de crédit auprès de la Banque de France (BDF), permet un accès direct à la facilité de dépôt de la Banque centrale européenne pour le placement au jour le jour des soldes excédentaires en euros.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant

EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant

1.PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de la succursale (Bilan, Compte de résultat et Annexes) sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire de l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

1.1 IMMOBILISATIONS

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 concernant l'amortissement et la dépréciation des actifs. Au 31 décembre 2024, la succursale ne détient pas d'immobilisation.

1.2 CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée quand elles présentent un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel.

1.3 OPERATIONS EN DEVISE

La succursale n'opère pas en devises étrangères

1.4 ETALEMENT DES COMMISSIONS

Néant

1.5 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

La succursale permet à Barclays Bank PLC, située hors Union Européenne, d'accéder à la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne pour le placement au jour le jour des soldes excédentaires en euros. Tous les coûts directs encourus par la succursale, y compris les coûts directs des employés, les coûts des tiers, les frais réglementaires et les obligations fiscales dans le cadre de l'exploitation de la succursale, sont rechargés à Barclays Bank PLC en plus d'une majoration. Nous recevons également un Prix de Transfert pour les Services de Paiement car BB PLC utilise notre plateforme de Règlements Target 2.

2 .DETAIL DE CERTAINS POSTES (en milliers d'Euro)**A/ BILAN****2.1 IMMOBILISATIONS**

Néant

2.2 VENTILATION DES CREANCES ET DETTES A TERME SELON LEUR DUREE RESIDUELLE (en milliers d' Euro)

ACTIF	< 3 mois	> 3 mois < 1an	> 1 an < 5ans	> 5 ans	Total
Etablissements de crédit	49 592 034				49 592 034
Clientèle					0
Dont Douteux non compromis					0
Dont Douteux compromis					0
TOTAL	49 592 034	0	0	0	49 592 034
PASSIF	< 3 mois	> 3 mois < 1an	> 1 an < 5ans	> 5 ans	Total
Etablissements de crédit	46 654 749				46 654 749
Clientèle					0
TOTAL	46 654 749	0	0	0	46 654 749

2.3 OPERATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES (Siège et Succursales) (en milliers d'euro)*** BILAN**

2024			2023		
ACTIF	PASSIF	HORS BILAN	ACTIF	PASSIF	HORS BILAN
11 903	49 650 476		12 361	41 338 420	

*** COMPTE DE RESULTAT**

2024		2023	
CHARGES	PRODUITS	CHARGES	PRODUITS
689	3 822	764	5 300

Les transactions avec les entreprises liées sont conclues aux conditions normales du marché.

2.4 CREANCES DOUTEUSES

Au 31 décembre 2024, la succursale ne détient pas de créances douteuse.

Risque de crédit

La Barclays Bank PLC, French Branch applique le règlement 2014-07 de l'autorité des normes comptables sur le risque de crédit.

Les dépréciations sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux et les flux futurs attendus actualisés au taux d'intérêt d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variables.

- Créances saines

Sont qualifiées de créances saines les encours qui ne sont pas porteurs d'un risque de crédit avéré. Un risque de crédit est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

- Créances douteuses

Au 31 décembre 2024, la succursale ne détient pas de créances douteuse.

2.5 VENTILATION DES INTERETS COURUS (en milliers d'euro)

	2024		2023	
Intérêts courus	ACTIF	PASSIF	ACTIF	PASSIF
Créances/Dettes établissements de crédit				
Comptes Débiteurs/créditeurs de la clientèle				
TOTAL	0	0	0	0

2.6 VENTILATION DES COMPTES DE REGULARISATION ET DES AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS (en milliers d'euro)

	ACTIF	PASSIF
Dépôts de garantie versés		
Sociales et Fiscales		
Opérations diverses	1 345	2 185
-Comptes d'ajustements sur devises		
-Charges constatées d'avance / Charges à payer		
-Produits à recevoir / produits constatés d'avance		
-Comptes de régularisation divers	0	161
-Autres dettes	1 345	2 024
TOTAL	1 345	2 185

2.7 VENTILATION DES PROVISIONS (en milliers d'euro)

	31/12/2023	Dotations	Reprises	Diff. de change	31/12/2024
Provisions pour Bonus					
Provisions pour risques et charges	34	7	3		38
Provision pour créances Douteuses					
TOTAL	34	7	3	0	38

2.8 CAPITAL

La dotation en capital s'élève à 10 000 K€

	31/12/2023	Dotation	Reprise	31/12/2024
Dotation en capital	10 000			10 000
Réserves				-
Report à nouveau	309	19		290
Résultat de l'exercice	19	595	19	595

2.9 CONTREVALEUR EN EURO DE L'ACTIF ET DU PASSIF EN DEVISES (en milliers d'euro).

Néant

B/ COMPTE DE RESULTAT**2.10 DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERÊTS (en milliers d'euro)**

Intérêts perçus sur Etablissements Financiers : 1 093 680

Intérêts perçus sur Instruments Financiers :

Intérêts perçus de la clientèle non Financière :

TOTAL 1 093 680

Intérêts payés sur Etablissements Financiers : 1 093 819

Intérêts payés sur Instruments Financiers :

Intérêts payés à la clientèle non Financière :

TOTAL 1 093 819

2.11 VENTILATION DES COMMISSIONS (en milliers d'euro)

Néant

2.12 VENTILATION DES FRAIS DE PERSONNEL (en milliers d'euro)

Frais de Personnel	2024	2023
Rémunération	263	445
Charges Sociales	96	128
Charges Retraites	31	49
Impôts et Taxes sur rémunération	38	69
TOTAL	428	692

La société n'est pas soumise aux règles de provisionnement de la Provision pour Indemnité pour Départ en Retraite (PIDR). A titre uniquement indicatif un calcul a été effectué. Le montant de l'engagement IDR s'élève à 3,2 K€ au 31/12/24.

2.13 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires pour l'année 2023, attribués aux Commissaires Aux Comptes, s'élèvent à 8,7 K€ H.T. Cette rémunération est au titre de l'audit légal des comptes annuels.

2.14 CHARGES FISCALES (en milliers d'euro)

Charges Fiscales	2024	2023
Taxe et impôts divers	1 723	2 769
Impôt forfaitaire annuel		
Taxe sur les salaires	38	69
Organic		
TOTAL	1 761	2 839

2.15 PRODUITS EXCEPTIONNELS : 8 K€

Le profit exceptionnel est essentiellement constitué de l'excès des reprises de provisions relatives à la participation des salariés pour 6K€ et à l'impôt sur les sociétés pour 2K€.

2.16 CHARGES EXCEPTIONNELLES : 0 K€

Néant

2.17 COÛT DU RISQUE (en milliers d'euro)

+/- Dotations / reprises sur provision pour créances douteuses	2024	2023
+/- Dotations / reprises sur provision pour risques et charges		
	(3)	(3)
TOTAL	(3)	(3)

2.18 EFFECTIF MOYEN : Cadres : 2

2.19 AFFECTATION DES RESULTATS.

Résultat excédentaire de 595 K€, en attente de transfert à la maison mère ou d'incorporation dans les réserves.

2.20 MONTANT DE L'IMPOSITION LATENTE

Le montant de l'imposition latente pour l'année 2024 s'élève à 0K€.

2.21 CORRECTIONS APORTEES A L'EXERCICE 2023

Conformément au Règlement de l'ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, aucune modification a été apportée.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public à l'adresse de la succursale : 34/36 avenue de Friedland, 75008 Paris